

réussirons peut-être un jour à bloquer le potentiel nucléaire des deux camps à un niveau bien inférieur, mais existe-t-il un moyen de « bloquer » les intentions belliqueuses de ceux qui auront éventuellement le pouvoir de mettre en oeuvre les armes qui n'auront pas été exclues ? C'est sur ce point que pêche la thèse du gel des armements nucléaires ».

Voilà qui nous amène au coeur du présent débat : d'une part, les relations instables entre l'Est et l'Ouest les ont progressivement divisés, d'autre part, nous souffrons de l'absence d'un véritable dialogue politique qui pourrait atténuer les tensions. Il fut un temps, durant les années soixante-dix, où la détente contenait la promesse d'un tel dialogue. Les consultations périodiques aux niveaux politiques les plus élevés semblaient contribuer à renforcer la compréhension, le respect mutuel et le désir commun de rechercher des moyens d'éviter les crises. À mesure que la détente a perdu son aspect global et a été remise en question, on a vu diminuer les possibilités qu'elle offrait d'instaurer la confiance dans les intentions de chacune des parties.

Dans le climat actuel, fait de méfiance et de suspicion, comment pouvons-nous aider à restaurer la confiance qui pourrait permettre un déblocage ? À Guelph, le premier ministre Trudeau mentionnait une « stratégie de rétablissement de la confiance politique » qui supposerait « des mesures propres à réduire les tensions engendrées par l'incertitude quant aux buts poursuivis, ou par la crainte des conséquences d'un échec ; des mesures qui atténuent l'hostilité et favorisent un minimum de respect mutuel ; enfin des mesures capables de susciter une confiance véritable dans la capacité de l'homme à survivre sur cette planète. » Il avait tout particulièrement à l'esprit un dialogue régulier de haut niveau fondé sur la franchise quant aux intentions, le respect mutuel, la reconnaissance réciproque des besoins de sécurité légitimes, une approche cohérente de la façon d'agir dans les situations de crise et des incitations à la souplesse. L'objectif serait d'établir un meilleur réseau de communication entre les superpuissances, entre l'Est et l'Ouest de façon générale.

La tâche de mener à bien cette stratégie incombe aux dirigeants de chaque pays, qui, à eux seuls, sont peut-être en mesure de montrer la souplesse nécessaire pour explorer de nouvelles orientations. Le premier ministre Trudeau a déjà entamé les consultations de haut niveau qu'il a préconisées, et il rencontrera bientôt d'autres dirigeants.

Nous espérons que les dirigeants relèveront le défi et que leurs efforts pourront se traduire rapidement en gestes concrets au sein des diverses instances de négociation. S'il doit y avoir un véritable dialogue dans ces négociations, il faut qu'il soit fondé sur une politique réaliste de sécurité internationale. Une telle politique doit avoir notamment pour fondement les principes de la réciprocité, de la transparence, de l'équilibre et de la confiance.

Nous trouvons tout particulièrement troublant le manque de confiance qui s'est manifesté lors des négociations de Genève entre les superpuissances sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI), négociations qui en sont arrivées à une étape critique. Nulle part ailleurs que dans le cadre de ces pourparlers FNI est-il aussi nécessaire d'instaurer d'urgence un climat de dialogue véritable. Si l'on veut qu'ils aient une chance de réussir, il faut que les parties se donnent comme objectif fondamental de renforcer la sécurité mutuelle plutôt que de s'attacher aux avantages unilatéraux. Il est de la plus grande importance que les deux parties persévèrent dans la négociation et s'attaquent aux questions centrales. Nous appuyons ferme-